

497666-2026 - Konkurrencevilkår

Frankrig – Gennemførlighedsundersøgelser, rådgivning, analyser – Prestations de diagnostics et suivis de non décence des logements

OJ S 136/2026 17/07/2026

Udbuds- eller koncessionsbekendtgørelse – standardordningen

Tjenesteydelser

1. Køber

1.1. Køber

Officielt navn: Caisse d'Allocations Familiales du Var

E-mail: marchespublics@caf83.caf.fr

Køberens retlige status: Offentligretligt organ

Den ordregivende myndigheds aktivitet: Social beskyttelse

2. Procedure

2.1. Procedure

Titel: Prestations de diagnostics et suivis de non décence des logements

Beskrivelse: Réalisation de diagnostics de non décence des logements et de suivis des situations de locataires bénéficiant d'une aide personnelle au logement (Aide au logement social ou Aide au logement familial) versée par la Caisse d'Allocations Familiales du Var sur l'ensemble des communes du Département Varois, à l'exception de La Seyne#sur#Mer, Hyères et du territoire d'Esterel Côte d'Azur Agglomération.

Identifikator for proceduren: 1c695d93-673f-47e6-becb-4ab86efa40ce

Intern ID: AO2026-01

Udbudsprocedure: Offentligt udbud

Proceduren er en hasteprocedure: nej

Hovedpunkterne i proceduren: Procédure formalisée d'Appel d'Offres

2.1.1. Formål

Kontraktens hovedformål: Tjenesteydelser

Primær klassifikation (cpv): 71241000 Gennemførlighedsundersøgelser, rådgivning, analyser

2.1.2. Udførelsessted

Landsdel (NUTS): Var (FRL05)

Land: Frankrig

Yderligere oplysninger: Réalisation de diagnostics de non décence des logements et de suivis des situations de locataires bénéficiant d'une aide personnelle au logement (Aide au logement social ou Aide au logement familial) versée par la Caisse d'Allocations Familiales du Var, à réaliser sur l'ensemble des communes du Département Varois, à l'exception de La Seyne#sur#Mer, Hyères et du territoire d'Esterel Côte d'Azur Agglomération

2.1.3. Værdi

Rammeaftalens maksimumværdi: 450 000,00 EUR

2.1.4. Generelle oplysninger

Retsgrundlag:

Direktiv 2014/24/EU

2.1.6. Udelukkelsesgrunde

Kilder til grundlag for udelukkelse: Udbudsdokument

5. Delkontrakt

5.1. Delkontrakt: LOT-0001

Titel: Prestations de diagnostics et suivis de non décence des logements

Beskrivelse: Réalisation de diagnostics de non décence des logements et de suivis des situations de locataires bénéficiant d'une aide personnelle au logement (Aide au logement social ou Aide au logement familial) versée par la Caisse d'Allocations Familiales du Var sur l'ensemble des communes du Département Varois, à l'exception de La Seyne#sur#Mer, Hyères et du territoire d'Esterel Côte d'Azur Agglomération

Intern ID: AO2026-01

5.1.1. Formål

Kontraktens hovedformål: Tjenesteydelser

Primær klassifikation (cpv): 71241000 Gennemførlighedsundersøgelser, rådgivning, analyser

Valgmuligheder:

Beskrivelse af optioner: L'accord-cadre est conclu pour une période de 1 an à compter du 01 /01/2027, reconductible tacitement 3 fois pour une durée de 1 an. La Caisse d'Allocations Familiales du Var se prononcera, pour une éventuelle non-reconduction, au moins deux mois avant la fin de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé de réception. La date de fin de l'accord-cadre reconduction comprise est fixée au 31/12/2030. En cas de non-reconduction, les prestations devront être exécutées jusqu'au terme de l'accord-cadre.

5.1.2. Udførelsessted

Landsdel (NUTS): Var (FRL05)

Land: Frankrig

5.1.3. Anslået varighed

Varighed: 4 År

5.1.5. Værdi

Rammeaftalens maksimumværdi: 450 000,00 EUR

5.1.6. Generelle oplysninger

Reserveret deltagelse:

Deltagelse uden forbehold.

Indkøbsprojekt, der ikke finansieres med EU-midler

Udbuddet er omfattet af aftalen om offentlige udbud (GPA): ja

Yderligere oplysninger: La donnée renseignée au champ BT-113 Nombre maximum de participants à l'accord-cadre constitue une donnée technique qui n'a aucune valeur juridique. La CAF du Var est un organisme de droit privé soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant Partie législative du code de la commande publique et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, par application de l'article L 124-4 du code de la sécurité sociale et de l'arrêté du 19 juillet 2018 concernant les marchés passés par les organismes de sécurité sociale. Les annexes 1 à 5 du CCTP sont téléchargeables dans la rubrique "Autres pièces téléchargeables par les entreprises" sur la plateforme : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> Accord-cadre de services, passé selon une procédure formalisée d'Appel d'Offres Ouvert, en application de l'article R.2124-2 1°, R.2161-2 à R.2161-5 du Décret n°2018-1075 du 3

décembre 2018 applicable aux organismes privés de Sécurité Sociale par l'arrêté du 19 juillet 2018 portant Réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale. Les prestations donnent lieu à l'établissement d'un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans marché subséquent, sans minimum et avec maximum de 450 000 € HT reconduction comprise, en application des articles R2162-1 et suivants, R2162-13 et R.2162-14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018. Allotissement : Le présent accord-cadre fait l'objet d'un lot unique. Les variantes ne sont pas autorisées. Durée : L'accord-cadre est conclu pour une période de 1 an à compter du 01/01/2027, reconductible tacitement 3 fois pour une durée de 1 an. La CAF du Var se prononcera, pour une éventuelle non-reconduction, au moins deux mois avant la fin de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec accusé de réception. Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des plis. Le mode de règlement des prestations choisi par la CAF du Var est le virement. En vertu de l'article R.2192-10 du décret du 3 décembre 2018, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la demande de paiement par la CAF du Var ou, si elle lui est postérieure, à compter de la date du service fait constaté par la CAF du Var. Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R. 2191-45 et suivants du Décret du 3 décembre 2018. L'accord-cadre est financé par des fonds propres, sur le budget de fonctionnement de l'Action Sociale de la CAF du Var. Seul le Dépôt des offres par voie électronique est régulier. Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en euros. En application de l'article R. 2185-1 du Décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 la CAF du Var se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure. Documents à remettre au titre de la candidature : - Une lettre de candidature (DUME ou DC1) comprenant l'identification du candidat : nom ou dénomination et adresse du siège social, adresse électronique, numéros de téléphone et numéro de SIRET, l'objet de l'accord-cadre - Pour une soumission en groupement, les candidats indiqueront, par tous les moyens à leur convenance, la forme de leur groupement, l'identification des membres du groupement, ainsi que la désignation du mandataire - Une déclaration sur l'honneur (DUME ou DC1) dûment datée et signée par le candidat pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L.2141-5, L.2141-7 à L.2141-10 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 - Le nom de la personne ou des personnes ayant le pouvoir d'engager la société parmi lesquelles figure le signataire des documents (accompagné de justificatifs délégation de signature). Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché - Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle en cours de validité - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (DC2 ou DUME) - Liste des principaux services fournis en lien avec l'objet de l'accord-cadre au cours des trois dernières années indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Ces références peuvent être accompagnées d'attestations de bonne exécution des prestations - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat affecté sur des prestations telles que celles objet du présent accord-cadre pour chacune des trois dernières années, précisant le personnel d'encadrement - Déclaration indiquant l'outillage du candidat. Critères de sélection des offres : Critère 1 « Prix » 40 pts: le prix sera analysé à partir du Bordereau de Prix Unitaire (BPU), composé des sous critères suivants : SC 1 Coût unitaire TTC d'une visite initiale : 20 pts / SC 2 Coût unitaire TTC d'une visite de contrôle : 20 pts. Critère 2 « Valeur technique » 55 pts : analysé à partir de la réponse au Cadre de Réponse Technique (CRT) composé des sous critères suivants (Nombre de pages limité) : SC 1 Méthodologie de mise en œuvre des missions, organisation proposée, et détail de chaque mission afin que les prestations

répondent à l'ensemble des exigences techniques et dans le respect des délais : 20 pts / SC 2
Moyens humains affectés à la réalisation des prestations, ainsi que la qualification et les
références des intervenants proposés, avec les CV des consultants : 20 pts / SC 3 Moyens
techniques et matériels mis en œuvre pour la réalisation des prestations 10 pts / SC 4
Formalisation des communications (Modèle de lettre précisant les dispositifs existants sur le
département du Var, afin de conseiller les bailleurs / propriétaire dans la réalisation des
travaux) : 5 pts. Critère 3 « Performance environnementale » 5 pts : analysé à partir de la
réponse au Cadre de Réponse Technique (CRT) composé des sous critères suivants
(Nombre de pages limité) : SC 1 Démarche de réduction de l'impact environnemental
(mesures d'optimisation des déplacements, moyens de transport utilisés, existence et
pertinence d'un plan de mobilité, etc.) : 2, 5 pts / SC 2 Sobriété des pratiques et sensibilisation
(pratiques de sobriété, actions de sensibilisation du personnel aux enjeux environnementaux) :
2, 5 pts

5.1.9. Udvalgelseskriterier

Kilder til udvalgelseskriterier: Udbudsdokument

5.1.11. Tilbudsdokumenter

Frist for anmodning om yderligere oplysninger: 25/08/2026

Adresse på udbudsdokumenterne: <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Ad hoc-kommunikationskanal:

Navn: <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

URL: <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

5.1.12. Tilbudsvilkår

Vilkår for indgivelse:

Elektronisk indgivelse: Påkrævet

Indgivelsesadresse: <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Sprog, som tilbud og ansøgninger om deltagelse kan indgives på: fransk

Elektronisk katalog: Ikke tilladt

Frist for modtagelse af tilbud: 04/09/2026 12:00:00 (UTC+01:00) centraleuropæisk tid,
vesteuropæisk sommertid

Varighed, hvor tilbuddet skal forblive gyldigt: 120 Døgn

Betingelser for kontraktens udførelse:

Udførelsen af kontrakten skal ske inden for rammerne af programmer for beskyttet
beskæftigelse: Nej

Elektronisk fakturering: Påkrævet

Der vil blive anvendt elektronisk bestilling: nej

Der vil blive anvendt elektronisk betaling: nej

Oplysninger om finansiering og betaling: Le mode de règlement des prestations choisi par la
Caisse d'Allocations Familiales du Var est le virement. En vertu de l'article R.2192-10 du
décret du 3 décembre 2018, le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la
réception de la demande de paiement par la Caisse d'Allocations Familiales du Var ou, si elle
lui est postérieure, à compter de la date du service fait constaté par la Caisse d'Allocations
Familiales du Var. Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux
articles R.2191-45 et suivants du Décret du 3 décembre 2018. L'accord-cadre est financé par
des fonds propres, sur le budget de fonctionnement de l'Action Sociale de la Caisse d'
Allocations Familiales du Var.

5.1.15. Teknikker

Rammeaftale:

Rammeaftale uden fornyet iværksættelse af konkurrence

Det maksimale antal deltagere: 50

Oplysninger om det dynamiske indkøbssystem:

Intet dynamisk indkøbssystem

5.1.16. Yderligere oplysninger, mægling og gennemgang

Organisation med ansvar for klager: Greffe du Tribunal Judiciaire

Oplysninger om klagefrister: Si le candidat estime que la CAF du Var a manqué à ses obligations de publicité et de mise en concurrence, toute personne ayant un intérêt à agir peut contester une décision ou la procédure dans les conditions suivantes : - Introduction d'un référé précontractuel à partir de la publication de l'avis de publicité jusqu'à la signature de l'accord-cadre - Introduction d'un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution Auprès du Tribunal spécialisé suivant : Greffe du Tribunal Judiciaire 6, rue Joseph Autran 13006 Marseille Téléphone : 04 91 54 37 69

Organisation, der leverer yderligere oplysninger om klageprocedurerne: Greffe du Tribunal Judiciaire

8. Organisationer

8.1. ORG-0001

Officielt navn: Caisse d'Allocations Familiales du Var

Registreringsnummer: 78316919600210

Postadresse: TSA 51369

By: Toulon Cedex

Postnummer: 83083

Landsdel (NUTS): Var (FRL05)

Land: Frankrig

Enhed: Pôle Marchés Publics

E-mail: marchespublics@caf83.caf.fr

Telefon: 0494363973

Køberprofil: <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Denne organisations roller:

Køber

8.1. ORG-0002

Officielt navn: Greffe du Tribunal Judiciaire

Registreringsnummer: 17130111200776

Postadresse: 6 rue Joseph Autran

By: Marseille

Postnummer: 13006

Landsdel (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)

Land: Frankrig

E-mail: tj-marseille@justice.fr

Telefon: 0491543769

Denne organisations roller:

Organisation med ansvar for klager

Organisation, der leverer yderligere oplysninger om klageprocedurerne

Oplysninger om bekendtgørelsen

Bekendtgørelsens ID: bc79ded3-3696-4da0-88b7-7bebef606bfc - 01
Formulartype: Konkurrencevilkår
Bekendtgørelsestype: Udbuds- eller koncessionsbekendtgørelse – standardordningen
Bekendtgørelsesundertype: 16
Afsendelsesdato for bekendtgørelsen: 16/07/2026 08:14:49 (UTC+02:00) østeuropæisk tid, centraleuropæisk sommertid
Bekendtgørelsens officielle sprog: fransk
Bekendtgørelsesnummer: 497666-2026
EUT-S-nummer: 136/2026
Offentliggørelsesdato: 17/07/2026